

Relation du Mouvement Ouvrier avec le Mouvement National Algérien

¹ Dr. LOUCIF Moussa

¹ Université Constantine II. (ALGERIE), mloucif19@gmail.com

Date de réception : 20/07/2022 ; Date d'acceptation: 11/12/2022 ; Date de publication : 31/01/2023

Résumé

L'article traite l'étude et l'analyse de la relation entre le mouvement syndical et le mouvement politique et révolutionnaire national Algérien, en se concentrant sur les premiers débuts du mouvement ouvrier apparu à Paris, mais bientôt déplacé vers les presses à imprimer de Constantine. , l'Algérie en 1880, mais elle était limitée aux centenaires par la constitution des travailleurs algériens pour la première confédération syndicale algérienne indépendante des syndicats français, et de là commença l'implication effective dans le travail politique en contribuant à la constitution des partis politiques et une participation active à l'action armée pendant la révolution bénie de libération.

Mots Clés: relation, mouvement syndical, national.

Abstract

The article deals with the study and analysis of the relationship between the trade union movement and the Algerian national political and revolutionary movement, as it focused on the first beginnings of the labour movement that appeared in Paris, which soon moved to the printing presses of Constantine, Algeria in 1880, but it was limited to the centenarians through the establishment of the Algerian workers for the first Algerian Union Confederation independent of the French unions, and from there began the actual involvement in political work by contributing to the establishment of political parties and active participation in armed action during the blessed Liberation Revolution.(105 words)

Keywords: relationship, movement, trade union, national.

*LOUCIF Moussa

I. INTRODUCTION

L'inscription de la cause syndicale algérienne est absente dans la consignation officielle de l'histoire nationale, nonobstant qu'elle fut active de par sa participation au combat contre le colonialisme français depuis son invasion de l'Algérie. En fait, la lutte ouvrière, la mobilisation de la masse ouvrière algérienne sont la conséquence logique des problèmes économiques et politiques initiés par le colonialisme français.

L'idée de la lutte syndicale, politique et armée incubait dans l'esprit et la conscience des travailleurs maghrébins et des algériens en particulier. Ils ont alors agi pour unir leurs efforts et se fixer comme objectif le combat commun à l'effet de récupérer leurs droits spoliés par le colonialisme français. Tout débuta en France, à Nanterre, dans la région parisienne. Les travailleurs maghrébins créèrent la première organisation syndicale aux fins de défendre leurs droits. Il est à noter cependant que le premier syndicat en Algérie, réservé exclusivement aux colons vit le jour en 1880 à Constantine sous l'initiative de Claudine Leroy. Ce syndicat naquit dans les imprimeries.

L'année 1926 vit naître un syndicat maghrébin indépendant des confédérations françaises et le début de son activité effective. La matrice syndicale française a permis aux algériens de s'initier aux modes de luttes, attendu que la France était déjà familiarisée à ce genre de combat compte tenu d'une part de problèmes soulevés par la révolution industrielle et d'autre part compte tenu de l'émergence des mouvements de gauche.

I.1. Les ultimes débuts de l'organisation des travailleurs en Algérie.

L'organisation syndicale et professionnelle en Algérie eut un effet prégnant bien avant la loi du 21 mars 1884. Cette dernière ne fit que confirmer et officialiser une réalité imposée par la classe ouvrière française suite à son long combat et à la lutte dite de classes aux fins d'arracher les droits de la classe laborieuse ouvrière.

Claudine Leroy est considérée comme la pionnière dans l'introduction du syndicalisme en Algérie [1883] néanmoins réservé aux colons.¹ Après les imprimeurs vint l'organisation des restaurateurs et confiseurs de Constantine en 1881 suivis du syndicat des travailleurs du livre ensuite de celui des travailleurs du livre et de la reliure en 1882.

1- Boualem Bourouiba, les syndicalistes algériens, leurs combats de l'éveil à la libération. 1932-1962. Editions Enag. Algérie 2003. P33.

En 1883 les travailleurs de l'hôpital Mustapha Bacha créent leur syndicat. Ainsi, en 1886, le nombre de syndicats s'élève à 11,² ajoutant à ceux déjà cités certaines professions et artisans tels les travailleurs du bois, les fabricants de boissons, les coiffeurs en 1889 et le syndicat des fonctionnaires du commerce en 1891.

Il est important de noter qu'au début du XX^{ème} siècle sont apparues des coopératives de production agricoles afin d'insuffler l'émulation et la loyale concurrence à l'agriculture algérienne.

Les syndicats des agriculteurs avaient en plus de l'objectif d'améliorer l'agriculture en Algérie celui d'organiser les marchés, les mandataires et de faciliter l'accès aux emprunts bancaires. Toutefois, ces syndicats réunissaient uniquement les gros propriétaires terriens.

Nous en déduisons de facto que les travailleurs algériens furent exclus de la jouissance des édits de cette loi pour les raisons suivantes :

-La ségrégation des lois françaises envers les algériens dont la preuve se situe dans la discrimination entre ceux possédant la nationalité française et ceux possédant la nationalité algérienne.³

-La loi en elle-même autorise les seuls français aux activités syndicales excluant les autres nationalités. A noter que l'article 4 de la loi sur la nationalité stipule de l'obligation de la nationalité française à tous les membres responsables de l'administration.

Cette loi à rendu aisé le refus de l'accès des agriculteurs algériens à ce genre d'associations.⁴

-L'administration française élude d'accorder aux algériens leurs droits en termes de salaires et de sécurité sociale. Cette injustice encouragea les colons à humilier les travailleurs algériens et à les traiter comme des esclaves attendus qu'il leur était de surcroit interdit de se constituer en organisation pouvant faire pression et revendiquer les droits légitimes.⁵

Le recensement français de 1901 considère au nombre de 101 les organisations syndicales :

Alger : 49
syndicats.

2-Abdelaziz Tarben : l'économie algérienne, son passé et son présent.1880-1885. Organisation du travail arabe, Institut arabe pour la culture ouvrière et recherche sur le travail en Algérie. Tome 1. OPU.1992. P329.

3-Juan Lanis et les autres, encyclopédie socialiste syndicale et coopérative de l'internationale ouvrière, tamer, édition Aristide Ouiller, Paris, p35.

4-Aknoun Bahta, Evolution du mouvement syndicaliste en Algérie depuis le parti unique jusqu'au pluripartisme. Mémoire de magistère, Université d'Alger. 2003/2004. P17.

5- Ibid

Oran : 30.

Constantine : 22

En 1911 le nombre de syndicats français en Algérie s'élevait à :

Alger : 126.

Oran : 61.

Constantine : 54.

Ce qui est tragiquement remarquable est que le nombre de syndicats français en constante progression semblait ignorer totalement les algériens inermes en termes de défense et de protection de leurs droits. Cette absence est due, comme de bien entendu, aux lois coloniales privant les autochtones de leur liberté, de leurs droits civiques et politiques.⁶

Au-delà de ce qui précède, la France coloniale s'est totalement désintéressée de la création d'un tissu industriel en Algérie et il suffit d'exploiter et d'exporter les matières premières vers la métropole. Cet état de fait n'encouragea en rien l'emploi et fut à l'origine d'un chômage indescriptible. En guise d'illustration nous citons quelques chiffres représentant le volume des travailleurs algériens dans le secteur industriel entre 1902 et 1905.⁷

Pour les ouvriers non qualifiés, il y eut augmentation du nombre de travailleurs hommes de 1587 en 1902 à 17254 en 1905. Pour les femmes, une légère augmentation se fit sentir puisque leur effectif passa de 1276 en 1902 à 6480 en 1905. Tandis que pour la catégorie des contremaîtres l'effectif se réduisit de 97 en 1902 à 36 en 1905.⁸

Nous pouvons avancer sans conteste que l'administration française réduisit volontairement le nombre de responsables algériens afin de mieux les humilier en leur subtilisant toute opportunité de s'organiser pour se défendre. Elle engagea une vaste et sévère opération de neutralisation.

Malgré les résistances de l'administration coloniale française, les luttes ouvrières par diverses voies et moyens continuèrent à activer en Algérie pour se concrétiser au début du mois de janvier 1898 par l'instauration de La bourse du travail précédée en 1896 par la bourse de Constantine nantie d'un organe de presse intitulé *Le prolétaire*.

6-Idris Boulekibet : Le mouvement syndicaliste algérien entre deux époques : Problématique de l'incapacité chronique de se détacher du projet politique. Revue des sciences politiques. Université d Biskra 2007. P150.

7-J-E Lahache, les industries chimiques en Algérie, imprimerie Ginalt Alger 1900. P9/10 ;

8-Abdelatif Benachnou, croissance économique et sous-développement dans l'Algérie des années 20, recueil de conférences, actes colloques du 27 février au 1 mars 1987, l'étoile nord-africaine et le mouvement national Algérien, E-ANEP, Alger, 2000 p58.

La Bourse du travail acquit rapidement réputation et renommée et pris dans son giron nombreux syndicats tels : le syndicat des imprimeurs, celui des restaurateurs, celui des cheminots, des boulangers, des teinturiers et des mineurs.

Malgré ce gigantesque arsenal, les algériens restèrent exclus de la lutte ouvrière et syndicale et ce par la faute des lois coloniales et de la politique de mépris adoptée par la France comme ultime réponse et technique d'asservissement des colonisés.

I. 2. Rapport du mouvement syndical avec le mouvement national entre les deux guerres mondiales

A la fin de la première guerre mondiale le mouvement ouvrier planétaire connu de grosses difficultés qui réduisirent son pouvoir d'achat à néant. Une succession de crises s'en suivirent et particulièrement la crise financière de 1929.

L'époque fut faste au communisme qui saisit l'opportunité de répandre son idéologie et s'efforça à convaincre le monde que ses théories étaient idoines à faire face à la crise et à freiner le système libéral américain à l'origine de la débâcle de 1929.

Les effets de la crise durèrent jusqu'à l'orée de la seconde guerre mondiale. Si cette ère fut pénible pour le mouvement ouvrier en Algérie, elle le fut doublement pour l'ensemble de la société suite à la ponction féroce réalisée par la France sur les ressources du pays.⁹

L'Algérie connut à la veille de la seconde guerre mondiale des changements politiques et sociaux d'importance. L'association des Ulémas algériens forma une élite selon les principes de la culture arabo-musulmane montrant ainsi sa résistance et son refus aux idées qu'apportait la gauche française ou les syndicats révolutionnaires à certains algériens. De plus, les activistes de L'Etoile Nord-Africaine importèrent bon nombre de méthodes de lutte en usage en France particulièrement en ce qui concerne les libertés

politiques, et les libertés de penser courante en Europe en général et en France en particulier. Or, ces idées étaient rarement en adéquation avec ce qui se passait en Algérie.

Les algériens qui revendiquèrent l'application des lois sociales stricto sensu et sans exception et l'uniformisation des salaires furent à l'origine de la naissance de la conscience nationale et de l'avènement de la lutte des travailleurs pour l'égalité des droits.

Ce qui fait dire à l'historien algérien Abou Al Kassem Saad Allah que l'étoile nord-africaine et l'association des oulémas musulmans algériens sont à l'origine de l'émergence de la classe laborieuse/ouvrière algérienne.

Partant de ce constat, nous pouvons juger de l'accompagnement des mouvements politiques nationaux algériens aux mouvements syndicaux internationaux et aussi de la solidarité aux classes laborieuses ainsi que la

9-Arafat Taki El hasni, L'approvisionnement mondial

réaction vis-à-vis des suggestions présentées au gouvernement du front national ; ceci étant entre l'interaction du mouvement nationale avec le mouvement international et sa tentative de comprendre et d'englober la réalité de la société algérienne et la tentative d'apporter solutions et suggestions adaptées au contexte algérien.¹⁰

Le cumul des questions et problèmes d'ordre économique, politique et social au plan intérieur, français ou mondial mettait les travailleurs dans l'obligation de construire une conception unique, une pensée commune afin de pouvoir mener leur lutte sous le poids de la politique coloniale.

Le colonialisme français par le truchement d'une politique de dénigrement et de l'expression péjorative et dépréciative de « travail arabe » œuvra dans le but de faire échouer la cohésion et d'emprunter les voies du dicton « diviser pour régner ». A cet effet, il créa des factions : « arabe », « chaoui », « kabyle », « le quartier », « le bourg » etc... Ajouté à cela, la machine policière arrêta, exila, tua.

Nous pouvons avancer que « L'Etoile Nord -Africaine », « L'association des Ulémas » et par la suite « Le Parti du peuple » militèrent avec force pour contrecarrer l'action destructrice menée par le pouvoir colonial français¹¹ afin d'atomiser le peuple algérien et l'empêcher de s'unir et d'unir ses forces dans un mouvement ouvrier structuré et agissant.

Le parti de l'Etoile Nord-Africaine réitère à chaque occasion son soutien et son assistance à la classe ouvrière et indigente. Quant aux partis communistes algériens et français leur but était l'instrumentation de la société algérienne.

Durant les années trente, le courant communiste français travailla à mobiliser travailleurs et paysans autour d'un leurre qu'il prônait tel un idéal. Il recourait à une sémantique accrocheuse, promettant la liberté à tous les damnés de la planète et l'indépendance à tous les pays sous domination coloniale.

Se trouvant dans l'impossibilité de convaincre, le parti communiste prit le parti de la menace nazi promettant à l'Europe le passage de son état de civilisation à celui de sa domination.

S'agissant de l'Algérie et des algériens, le parti communiste Français se défit de ses promesses et engagements, oubliant la lutte et l'indépendance. Aussi Maurice Torez nia les souffrances du peuple algérien et son histoire dès lors qu'il annonça que l'Algérie

était le territoire d'une vingtaine d'ethnies. Maurice Torez retira le parti communiste français de l'Internationale communiste et abjura tous ses engagements.¹²

Le revirement du parti communiste français provoqua le retrait de l'étoile Nord-Africaine du courant communiste et encouragera son rapprochement

10-Abou El Kassem Saad Allah. Le mouvement national algérien 1930-1945. T4. Dar El Gharb El Islami. Beyrouth. Liban.1992. p. 117.

11-Nourreddine Thniou. Problématique de l'état à travers l'histoire du mouvement national.p218

12- René Galisson, quoi après le projet Blum violette sous la pression colonialiste, il sera difficile de rassembler le peuple algérien 1938-1939. Textes du colloque.25/26 09 2005. Hôtel Aurassi. La pensée politique algérienne. 1830/1962.SILA. p54

de l'association des Ulémas. La rencontre des responsables de l' ENA avec Chekib Arslan eut un effet certain sur ce rapprochement. Chekib Arslan conseilla Messali Hadj de continuer à diriger son parti sans prêter attention aux obstacles posés par la France sur son chemin. La délégation algérienne réussit à participer au congrès musulman qui se déroula en Europe, elle y exposa le problème maghrébin en général et la question algérienne en particulier.¹³

L'influence de la classe ouvrière sur le parti se résume selon les revendications suivantes :

1- Rendre l'enseignement obligatoire. Apporter les réformes et correctifs nécessaires à l'enseignement. Le droit à l'enseignement est sans discrimination de race ou de religion.

2- Appliquer les lois de protection des travailleurs pour les tunisiens, les marocains et les algériens et leur accorder les garanties de la sécurité sociale et des aides sociales en veillant à l'augmentation des allocations familiales.

3-Créer des projets locaux pour éponger le chômage. Ouvrir des restaurants populaires dans les villes et villages. Appliquer la semaine de quarante heures.

I. 3. A travail égal salaire égal.¹⁴

Nous constatons que les revendications sont essentiellement d'ordre social parce qu'elles sont issues de la classe laborieuse qui constitue la base de l'Etoile Nord-Africaine. Lors de l'arrivée du Front au pouvoir, les travailleurs algériens voulurent imiter les travailleurs français de France en déclarant la grève du 9 juin à juillet 1936. On assista à la mobilisation de plus de 40 000 ouvriers pour une grève politique sans conteste.

Sous le patronage du Congrès Musulman, l'écho de la grève fut grandiose et mit en péril l'Oranie où les maires furent contraints d'organiser une réunion d'urgence afin de prévenir contre les dangers du fascisme.

La grève se propagea à la vitesse de l'éclair aux quatre points cardinaux, villes, villages et bourgs. Les fellahs barrèrent les routes ce qui obligea les autorités coloniales de proclamer l'autorisation de déplacements des tribus, l'application des lois sociales identiques à celles en cours en France et

13-Hacen Rémaoun. Conférence de la pensée politique algérienne. Pensées et actes des communistes algériens 1960/1962. Concernant les problèmes agraires et nationaux. Rencontres du 25/26. 09. 2005. Hôtel Aurassi. SILA.P23.
14-Aboukacem SaadAllah. Le mouvement national algérien. 3. Précédemment cité. P136.

particulièrement, la semaine des 40 heures, les congés payés et la démocratisation de l'activité syndicale.¹⁵

L'Algérie connut aussi des grèves identiques à celle de juin 1936 entreprises par les travailleurs du bâtiment, du liège et des dockers. Entre juillet et août les fellahs de Menia se mirent en grève.¹⁶

Cependant, en toute sincérité, les événements du 8 mai 1945 constituent une rupture épistémologique franche dans l'histoire du mouvement syndical algérien. L'ensemble des syndicats français quelque fut leur orientation politique, leur idéologie, exprimèrent leur soutien et leur adhésion inconditionnelle au massacre indescriptible perpétré contre les autochtones algériens. Aussi, les travailleurs algériens comprirent que devant eux se présentaient deux issues : soit constituer des syndicats algériens totalement indépendants des mouvements français, soit se fondre dans le mouvement national.

C'est ainsi qu'au début du mois de décembre 1946, après les 3^{-ème} rencontres des syndicats algériens, l'on entama comme premier pas la formation de cadres syndicaux algériens. Le second pas fut l'engagement des travailleurs algériens dans les rangs du parti du Mouvement pour le

triomphe des libertés démocratiques qui conserva le programme préconisé par le parti du peuple lui faisant juste subir les correctifs exigés par les circonstances socio historiques et économiques de l'époque. Le mouvement s'empessa de créer de nouvelles organisations telles L'association des femmes algériennes, l'union générale des travailleurs musulmans, les scouts musulmans algériens.

S'agissant des travailleurs, de leurs droits et de leur soutien, la question n'était pas nouvelle pour le mouvement indépendantiste. Depuis l'avènement de l'Etoile nord-africaine, les droits des travailleurs de l'Afrique du nord devinrent un objectif prioritaire. Depuis le déplacement des activités de l'Etoile Nord-Africaine en Algérie sous le nom de Parti du peuple algérien, ce dernier entrepris de propager la conscience nationale au sein des rangs des travailleurs algériens. L'idée de créer une section syndicale d'obédience idéologique à celle du mouvement national algérien, la liste fut particulière attendu l'apartheid et le racisme du colon français en Algérie. Le premier congrès du Mouvement pour le Triomphe des libertés démocratiques né le 15 février 1947 dans la clandestinité à Belcourt fut à l'origine de la création de la commission centrale des affaires sociales du CCASS patronnée par Aissat Idir, Rabah Djerman, Boualem Bourouina,

15-Mohamed Guenanche. La vie syndicale dans le secteur ouest

16-Nora Benallegue. chaouia, Algérie mouvement ouvrier et question nationales 1919-1954. OPU, Alger.2010

Ataallah Ben Aissa, Mohamed Ramadan et d'autres membres.¹⁷ Leur mission : constituer des cellules du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques au sein des entreprises économiques, sociales. Organiser les chômeurs algériens et faire circuler une propagande conforme à la méthodologie et à la ligne du parti. Les membres

de la commission centrale devaient de même instaurer une centrale syndicale algérienne et infiltrer la confédération générale afin d'accéder aux postes sensibles et aux postes de commandes dans le but de préparer le syndicat autonome algérien chargé de s'occuper et défendre les travailleurs algériens.

II- Conclusion

Le mouvement ouvrier en Algérie ne fut jamais en déphasage par rapport à sa réalité politique et au combat national. La majorité des travailleurs algériens avaient une appartenance duelle politique et ouvrière. Adhérant à la confédération générale du travail, l'ouvrier algérien militait aussi au Parti du peuple puis au Mouvement du triomphe des libertés démocratiques. En sus de cela, nombreux pionniers du mouvement ouvrier algérien ont rejoint l'organisation secrète, l'OS en vue de participer à la préparation de la lutte armée et du déclenchement de la révolution.

17- Mahfoud Kaddache, histoire du nationalisme algérien et politique algérienne. 1919-1951, tome2, SNED, Alger, 1980,pp803/807.

Bibliographie

- Abou El Kacem Saâdallah (1992). Le mouvement national algérien. 1930-1945. P3/T4. Dar el gharb El Islami. Beyrouth. Liban..
- Abdelaziz Tarben. (1992).L'économie algérienne : son passé et son présent. 1880-1885. Organisation arabe du travail. L'Institut arabe de la culture ouvrière et de la recherche sur le travail en Algérie. T1. OPU. Abderahmane Ibn Ibrahim Ben El Agoun. Le combat national et politique à travers des mémoires contemporains. Partie 3. Editions Sayhi. Algérie.
- El Hasni Arafat Taki. (1999).L'approvisionnement mondial T1, dar Medjd, Aman, jordanie.
- Mohamed Guenanèche. La vie syndicale dans la région ouest.
- Nouredine Thénou. Problématique dans l'état dans l'histoire du mouvement national.
- **Mémoires :**
- Aknoun Bahta : évolution du mouvement syndical en Algérie ; du parti unique au pluripartisme. Mémoire de Magistère, Université d'Alger. 2003/2004.
- **Les revues :**
- Idriss Boulekibet (2007). Le mouvement syndical algérien entre deux époques, problématique de l'incapacité chronique à se libérer du projet politique. Revue de sciences politiques N°2. Novembre. Université de Biskra.
- **Les colloques :**

- Hassan Remaoun (2005). Forum de la pensée politique algérienne. Pensée et actions des communistes algériens.1960-1962. Problèmes agraires et nationaux. 25/26.09. Hôtel El Aurassi. SILA.
- René Galisson.(-2005). quoi après le projet Blum Violette, sous la pression colonialiste il est difficile d'unir la nation algérienne. 1938/1939. Texte du colloque.25-26/09/. Hôtel Aurassi. La pensée politique algérienne. Alger. 1830-1962. SILA.
- **Ressources en langues étrangère**
- Abdelatif Benachenou, (2000). Croissance économique et sous-développement dans l'Algérie des années 20, recueil des conférences, actes colloque du 27 février au 1 mars 1987, l'étoile nord-africaine et le mouvement national Algérien, E-ANEP, Alger,
- Boualem Bourouiba, (2003) . les syndicalistes algériens leurs combats de l'éveil à la libération 1932-1962, éditions ENAG, Algérie
- Juan Lanis et les autres, encyclopédie socialiste syndicale et coopérative de l'internationales ouvrière, Tamer, éditions Aristide Ouillet. Paris.
- J-E.Lahache, les industries chimiques en Algérie, imprimerie Ginalt, Alger
- Mahfoud Kaddache (1980). l'histoire du nationalisme algérien et politique algérienne 1919-1951, tome 2, SNED, Alger,
- Nora Benallegue (2010). Chaouia, Algérie mouvement ouvrier et question nationale 1919-1954 OPU, Alger,